

Quel est le poids de l'UE à Washington?

NÉGOCIATIONS Sylvain Kahn, professeur d'histoire à Sciences Po, spécialiste des questions européennes, affirme que «souvent avec l'Europe depuis 1950, ce n'est pas très spectaculaire, cela se fait à bas bruit et prend du temps, mais ça produit des effets»

PAUL ACKERMANN, PARIS

Ils ont tous accouru à Washington. Le président français, le chancelier allemand, la première ministre italienne, le premier ministre britannique, le président finlandais, le secrétaire général de l'OTAN, la présidente de la Commission européenne. «Grand jour à la Maison-Blanche. On a jamais eu autant de dirigeants européens en même temps. Un grand honneur pour moi de les accueillir!!!» s'est empressé d'écrire Donald Trump sur son réseau, Truth Social. «Il y a un an, les Etats-Unis étaient presque un PAYS MORT. Aujourd'hui, nous sommes le pays le plus «HOT» du monde [...] Quelle différence peut faire un président!!!» continuait-il.

L'événement représente en effet «un déploiement inédit, un format qu'on n'a pas vu dans l'histoire des relations internationales», affirmait hier sur France Info l'ancien secrétaire général adjoint de l'OTAN, Camille Grand.

Faire front face à Donald Trump

L'image peut paraître à la fois forte et humiliante pour l'Europe. Refusant d'être mis devant le fait accompli après le tête-à-tête entre Donald Trump et Vladimir Poutine, les leaders européens ont décidé de faire front et d'accompagner le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour le soutenir dans sa rencontre avec le président américain. Peut-être afin que la négociation continue et qu'elle ne se transforme pas en simple débriefing ou, pire, en piège. Le geste est fort et démontre que l'Europe n'a pas lâché l'affaire de sa sécurité négociée entre Washington et Moscou.

Mais dans un monde désormais dominé par des rapports de force bruts, voire simplistes, cette réponse au face-à-face en Alaska donne aussi l'impression que l'Eu-



Mark Rutte (2e à gauche), Alexander Stubb (3e à gauche), Giorgia Meloni (4e à gauche), Ursula von der Leyen (4e à droite) et Keir Starmer (2e à droite) lors d'une réunion avec Volodymyr Zelensky (3e à droite) à l'ambassade d'Ukraine à Washington. (18 AOÛT 2025/FILIPPO ATTILI/EPA/BUREAU DE PRESSE DU PALAIS CHIGI)

rope ne peut désormais plus que se limiter à une accumulation de petites provinces contraintes de venir quémander des informations auprès des vraies grandes puissances. Moins bien traités que Vladimir Poutine, les représentants des nations européennes valident d'une certaine façon avec ce déplacement groupé un triangle de puissance voulu par Moscou. Triangle dans lequel la Russie pèserait autant, voire davantage, que tous les pays européens réunis. Comme à l'époque de l'URSS.

Questionné à ce sujet, Sylvain Kahn, professeur d'histoire à Sciences Po Paris et spécialiste de la construction européenne, nous répondait hier qu'il fallait «attendre un peu avant d'émettre des interprétations définitives». Pour lui, «les Européens ont beaucoup plus d'atouts qu'ils ne l'imaginent et doivent arrêter de se laisser impressionner ou de ménager les apparences pour ne pas vexer Donald Trump. Les sanctions et le soutien à l'Ukraine produisent des effets. Comme

souvent avec l'Europe depuis 1950, ce n'est pas très spectaculaire, cela se fait à bas bruit et prend du temps, mais ça produit des effets.»

La puissance de l'exécutif

«Avec l'UE, on n'est pas sur la même échelle de temps», explique l'auteur de *L'Europe face à l'Ukraine* et de *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945* (PUF). «Il y a des décisions qui finissent par être prises et des politiques qui finissent par être

mises en œuvre. Les résultats ne sont pas pires que les bilans de mandatures de présidents élus qui font des annonces et mettent en œuvre des programmes à grand renfort de communication.»

Pour Sylvain Kahn, «si on compare l'Union européenne à un Etat nation, même fédéral, cela paraît toujours mou ou divisé, mais ce n'est pas la bonne jauge. Il n'y a aucune raison que, quand une association d'Etats souverains et indépendants décide

d'avoir une politique, cela ressemble structurellement à la prise de décision d'un Etat. L'UE ne tient pas le discours de la puissance de l'exécutif. Elle est composée de gouvernements qui sont eux-mêmes issus de classes politiques aux ego très importants, qui dépendent de l'image qu'ils renvoient à leurs électeurs, qui n'ont pas intérêt à dire que c'est le collectif qui gouverne. Quand ils se mettent d'accord, ce n'est donc pas fait pour être spectaculaire.»

«Les Etats-Unis ne sont plus des alliés sur lesquels les Européens peuvent compter. Et c'est le moment de clarifier les choses»

SYLVAIN KAHN, PROFESSEUR D'HISTOIRE À SCIENCES PO PARIS

Ce chercheur au centre d'histoire de Sciences Po juge donc «plutôt intéressant que les Européens aient pris les choses en main et imposé d'une certaine manière leur présence à Washington hier». D'autant que «cela peut aussi avoir une vertu pédagogique», ajoute celui qui sort le 22 août aux Editions de l'Aube un petit ouvrage intitulé *L'atlantisme est-il mort? Vive l'Europe!* Pour lui, «ce que beaucoup de monde dit dans le monde académique depuis plusieurs mois, devient évident et les opinions pourront ainsi mieux le comprendre: depuis le retour de Trump, les Etats-Unis ne sont plus des alliés sur lesquels les Européens peuvent compter. Et c'est le moment de clarifier les choses.» ■

Alexander Stubb, l'atout finlandais des Européens

DIPLOMATIE Le Vieux-Continent envoie ses poids lourds à Washington avec Volodymyr Zelensky. Parmi les émissaires, un nom moins connu, celui du président du pays scandinave. Sera-t-il l'homme providentiel du voyage?

SOPHIE GAITZSCH

Ils étaient sept à faire le déplacement à Washington hier. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, bien sûr. Mais aussi le président français Emmanuel Macron, le premier ministre britannique Keir Starmer, la première ministre italienne Giorgia Meloni et le chancelier allemand Friedrich Merz, sans oublier Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN. Enfin, on trouve également dans la liste le président finlandais, Alexander Stubb, beaucoup moins connu du grand public. Sa mission est pourtant de la plus haute importance. «Alexander Stubb devra contribuer à éviter les tensions entre Trump et Zelensky et convaincre le président américain d'inclure l'Europe dans toute discussion future», selon le site Politico.

Golfeur

Dans cette rencontre à haut risque, qui suit le sommet américano-russe en Alaska où la balance a nettement penché en faveur de la Russie, Alexander Stubb fait figure d'atout majeur pour l'Ukraine et les Européens. Le Finlandais, membre du Parti de la coalition nationale, une formation conservatrice et libérale, avait été élu à la tête de son pays en février 2024



«Je suis Finlandais de naissance, du sud [des Etats-Unis] par la grâce de Dieu»

ALEXANDER STUBB, PRÉSIDENT FINLANDAIS

après une carrière politique aux multiples rebondissements: eurodéputé et trois fois ministre, il avait quitté la politique avec fracas avant d'y revenir à la faveur de la guerre en Ukraine. Aujourd'hui, la presse américaine le qualifie de «new bestie» de Donald Trump - son «nouveau meilleur ami», rien de moins. Il aurait endossé, depuis plusieurs mois, un rôle de médiateur officieux entre les dirigeants européens et le président américain. «Stubb a été choisi pour communiquer les positions de l'Europe à Trump», raconte ainsi un long article du *Wall Street Journal*, paru avant le sommet américano-russe en Alaska,

qui décrypte la relation entre les deux hommes. Ce qui a permis de briser la glace? Alexander Stubb est un golfeur émérite - il a un temps rêvé de devenir professionnel - et un fin connaisseur des Etats-Unis. Dans les années 1980, il a étudié à l'Université Furman, en Caroline du Sud, avec une bourse d'études obtenue grâce à ses talents de golfeur. De cette région, il a conservé l'accent traînant. «Je suis Finlandais de naissance, du sud [des Etats-Unis] par la grâce de Dieu», plaisante-t-il avec ses connaissances américaines.

«Un pont entre l'Europe et Trump»

C'est grâce à une rencontre à Helsinki avec le sénateur républicain de Caroline du Sud, Lindsey Graham, que le contact avec le locataire de la Maison-Blanche est établi. Lindsey Graham suggère à Donald Trump d'inviter Alexander Stubb pour une partie de golf. L'athlétique président finlandais de 57 ans pratique l'Ironman mais n'a pas joué depuis des années. Qu'à cela ne tienne: il ressort ses clubs et reprend l'entraînement. Quelques semaines plus tard, il s'envoie pour Miami. Donald Trump est impressionné par son niveau. Ils papotent entre deux coups, évoquent les années américaines du Finlandais, parlent brise-glace et foresterie. Au déjeuner, Donald Trump lui demande s'il peut faire confiance à Vladimir Poutine. «Non, vous ne pouvez pas», aurait répondu Alexander Stubb. Avant de souligner que le président russe ne comprend que la force et d'argumen-

ter en faveur de sanctions plus fermes et d'une date limite pour un cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine.

Nous sommes alors fin mars. C'est le début d'échanges réguliers, des appels et des SMS à toute heure du jour et de la nuit, en dehors des canaux réguliers, pour parler tantôt de tournois de golf, tantôt de politique internationale. Ces derniers mois, Alexander Stubb, qui soutient fermement une entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne et dans l'OTAN, a «été un intermédiaire, un pont entre l'Europe et Trump», déclare ainsi Lindsey Graham. Une affirmation corroborée par d'autres responsables américains, européens et ukrainiens interrogés par le quotidien. En parallèle, le président américain «a intensifié ses critiques à l'égard de Poutine et s'est aligné davantage sur les appels de l'Europe à renforcer les défenses de Kiev et à rejeter les exigences de Moscou», note le *Wall Street Journal*.

La véritable influence du Finlandais dans cette évolution remise en question par la rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine est évidemment difficile à estimer. Interviewé par le *Wall Street Journal*, Alexander Stubb lui-même la minimise. Mais une chose est sûre, après l'affront fait à Volodymyr Zelensky lors de sa dernière visite dans le Bureau ovale, et malgré la présence d'autres personnalités ayant de bonnes relations avec le président américain comme Giorgia Meloni, l'huile finlandaise dans les rouages ne sera pas de trop. ■